

créer un socialisme français

par georges montaron

pages 6/7/8

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNEE - 17-5-1972 - N° 55

Bresson - De Leusse - Pompidou ...

**tout l'monde
il est pas
beau**



la société du spectacle

« Tout le monde, il est beau, tout le monde, il est gentil. » La France entière emplit ses salles de cinéma pour applaudir l'œuvre féroce, juste et salubre de Jean Yanne. Attention... M. Pompidou, la révolution est en marche. Tremblez, bonnes gens. Mai 68 n'était rien. Nos contestataires, c'était de la guimauve... Que fait donc la censure ? Où sont-ils donc les censeurs de Maurice Clavel ? Eux n'auraient pas laissé passer ça ! Il y a des gens inconscients. On leur prépare la révolution du siècle. Ils n'y voient que du feu (même pas). Qui sait ? Ils vont peut-être rire eux aussi pour leurs douze francs (sans compter le pourboire à l'ouvreuse). Les petits marquis poudrés allaient bien rire aux tirades de Figaro.

Reste, il est vrai, cette hypothèse qu'on ne saurait rejeter sans examen sérieux. Les seigneurs de l'établissement n'ont aucune raison d'avoir peur. Les masses sont trop abruties pour comprendre durablement le message de Jean Yanne. La preuve ? Elles n'ont pas sitôt vidé leurs salles obscures qu'elles se précipitent sur leurs transistors pour connaître les dernières nouvelles de Bruay-en-Artois.

Car toute la France s'est transportée à Bruay-en-Artois. Rien de ce qui touche à M^{re} Pierre Leroy, sa fiancée, le juge Pascal et tutti quanti n'est étranger aux honnêtes gens. Seconde par seconde, on a suivi la reconstitution du crime. Et on attend impatiemment la suite, on la réclame. La télé ne pouvait inventer meilleur feuilleton. Tout y est : le mélange de sadisme, de sexe, de crime et d'indignation vertueuse qui fait le piment du polard de grande consommation.

Voilà donc un second sujet pour Jean Yanne : Bruay-en-Artois raconté par Radio-Plus. Après Jésus, pourquoi pas le juge Pascal ? Après Encornette, le désodorisant pour bonnes sœurs, pourquoi pas la poudre Beghin majeur, celle qui efface toutes les taches ? Après X Super Star, X Super Crim, ça ferait bien.

Jean Yanne a donc encore du pain sur la planche. Il n'est pas au bout de ses peines. Il nous a d'ailleurs mis l'eau à la bouche. L'autre jour, en expliquant qu'il n'avait pas réglé tous ses comptes : Mennie Grégoire, les soirées radiophoniques d'élections. Allez-y, Jean Yanne, n'ayez pas peur. Il faut aller jusqu'au bout, il faut tout dire. Voilà au moins de la contestation sérieuse, voilà au moins l'amorce de la seule révolution intéressante.

Le travail consiste en somme à faire en positif ce que les situationnistes avaient fait en négatif lorsqu'ils s'en prenaient à la société du spectacle. Guy Debord dans l'ouvrage du même nom avait défini avec son langage, à la limite extrême de l'abstraction, ce que Jean Yanne montre concrètement, sans l'aide d'aucun discours.

Quelques citations de Debord seront peut-être utiles pour prendre la mesure du débat :

« Le spectacle n'est pas un ensemble d'images, mais un rapport social entre des personnes, médiatisé par des images. »

« Le spectacle ne peut être compris comme l'approche d'un monde de la vision, le produit des techniques de diffusion massive des images. Il est bien plutôt une Weltanschauung devenue effective, matériellement traduite. C'est une vision du monde qui s'est objectivée. »

« Le spectacle, compris dans sa totalité, est à la fois le résultat et le projet du mode de production existant. Il n'est pas un supplément au monde réel, sa décoration surajoutée. Il est le cœur de l'irréalisme de la société réelle. Sous toutes ses formes particulières, information ou propagande, publicité ou consommation directe de divertissements, le spectacle constitue le modèle présent de la vie socialement dominante. Il est l'affirmation omniprésente du choix déjà fait dans la production, et sa consumma-

tion corollaire. Forme et contenu du spectacle sont identiquement la justification totale des conditions et des fins du système existant. Le spectacle est aussi la présence permanente de cette justification, en tant qu'occupation de la part principale du temps vécu hors de la production moderne. »

Ceux qui ne comprennent pas ce jargon n'ont pas à s'affoler. Leur simple bon sens leur permet, à partir des réflexions spontanées qu'ils tirent du plan de Jean Yanne, de parvenir, mais avec leurs mots à eux, aux idées de Debord.

En un mot, les émissions de Radio et de Télévision ne sont pas de simples distractions, comme la partie de cartes du dimanche. Ces émissions façonnent notre existence, elles nous font nous-mêmes, elles sont notre vie, notre pain quotidien. Elles orientent nos mœurs, nos modestes pensées. Mieux elles les constituent. Notre vision du monde est purement et simplement celle des media modernes.

Et cette vision contient elle-même entièrement l'idéologie dominante, l'idée directrice de notre civilisation, toute la rationalité du système politique, socio-économique.

Gabriel Matzneff dit admirablement : « Nous vivons par procuration. » Rien de plus exact. Ce n'est pas nous qui vivons, c'est la société du spectacle qui vit en nous. Et la société actuelle ne peut être qu'une société du spectacle, de l'artifice, du toc, du beau mensonger.

Et si nous ne vivons pas vraiment, rien n'est plus normal que cette volonté effrénée de vivre, de changer la vie, de découvrir la vraie vie. Il y a dans tout cela une parfaite logique. C'est le problème, le drame de notre temps. Il faut s'en sortir.

On n'en sortira pas évidemment sans projet de civilisation qui soit autre chose, radicalement subversif de la civilisation actuelle. Beaucoup commencent à le comprendre comme Gaudy. Encore trop mal. Mais le sujet est trop important pour que nous l'expédions en quelques feuillets. Le film de Jean Yanne, sans paradoxe, est trop sérieux pour cela !

Gérard LECLERC.

cinéma

tout le monde il est beau tout le monde il est gentil

Avec « Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil », Jean Yanne fait une entrée percutante dans la réalisation cinématographique. Certes, ce n'est pas la première fois qu'il nous étonne. La brusque révélation de son talent de comédien pouvait surprendre, son premier film éclate, séduit, galvanise. Le moyen est simple : il est à l'image de l'auteur ; faire rire par une charge impitoyable contre ceux qui nous informent, nous divertissent... et nous abreuvant de publicité. C'est par le rire que Jean Yanne tente d'exorciser les victimes de cette mise en condition permanente que peut être l'emploi des techniques actuelles de la radio. Et il le fait à la fois

en attirant la sympathie des spectateurs et en les contraignant à subir un feu roulant de provocations qui, bien entendu, émanent des informateurs-amuseurs. Ce procès en règle, par quelqu'un qui connaît bien les méthodes des hommes qui utilisent les mass media à des fins peu avouables, passe par la mise en cause de toute une société. Jean Yanne ne dissocie pas les éléments de son analyse ; de la speakerine au président, chacun représente une parcelle du problème : le journaliste qui accepte de fausser l'information parce qu'il est plus facile de l'inventer que de la chercher et qui, de toute façon suit la ligne générale de son directeur pour ne pas être mis à la porte ; le directeur lui-même qui fait tout pour ne pas déplaire au président, fermement convaincu qu'il faut être « dans le vent », c'est-à-dire aller toujours plus loin dans le domaine de la mode, quitte précisément à aller trop loin ; enfin le prési-

dent, capitaliste parfait, qui sous l'influence de sa jeune et jolie femme et par sympathie vis-à-vis d'un journaliste courageux, intelligent et prêt à défendre la vérité, va un moment s'amuser à provoquer les autres artisans du système en laissant libre cours à la vérité, mais sera obligatoirement remis au pas par les forces politiques.

Et Jean Yanne de nous crier : nous sommes les victimes d'une agression permanente et déguisée. A la formule publicité égale information il faut substituer publicité égale mensonge, égale intoxication car nous allons tout droit vers la perte de la véritable liberté, celle du jugement.

Sera-t-il vraiment compris ?

Dominique PAOLI.

Les deux événements politiques majeurs de la semaine sont la « démission » de MM. de Leusse et de Bresson de leurs hautes fonctions à l'O.R.T.F., et la sortie du film de Jean Yanne, « *Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil* », le film commentant et expliquant à merveille la « démission ».

Jean Yanne met en scène une station de télévision pourrie intitulée « Radio-Plus ». Le richissime Président propriétaire de la station en fait un support pour la vente de gadgets publicitaires en tous genres : déodorants, repas pour chiens, vedettes politiques diverses de la République, etc. Lorsque le film commence, la station, sous la conduite de son directeur Plantier (silhouette et lunettes de Pierre de Leusse, colères de Pierre Lazareff) a pour cheval de bataille « Plus près du Seigneur ». Avec Jésus super-vedette elle peut vendre du détachant Soutaneuf, du fond de teint pour religieuses Encornett, du vin de la Treille Divine (« Prenez et buvez-en tous cas ceci est du vin ») sans oublier la teinture pour cheveux Samsoncolor. Mais Plantier manque à la longue d'imagination et devient de moins en moins crédible. Il est donc remercié comme un vulgaire de Leusse, le manque de punch dans le marketing télévisé et le manque d'habileté dans le contrôle des escroqueries des présentateurs de l'O.R.T.F. ruinant la foi du public dans l'institution.

Le Président — Bernard Blier, carrure et menton de M. Pompidou — nomme en remplacement un jeune reporter dynamique — Jean Yanne — aussi énergique que M. Malaud soi-même.

Là s'arrête le parallèle. Jean Yanne, en effet, s'avise de faire de la télé-vérité : tests publics des produits proposés par les annonceurs avec note (le plus souvent désastreuse) pour chacun d'entre eux, examen des prises de position successives et contradictoires des différents leaders politiques, etc. Bref, en quelques jours, le taux d'écoute a quintuplé, les annonceurs ont résilié leurs contrats et le monde politique est en émoi. Le Président rencontre incognito au Bois de Boulogne ses deux petites amies préférées, mais auparavant et successivement tous les P.D.G. de la techno-

structure industrielle nationale : tous protestent contre ce sabotage de la société de consommation ; le plus véhément est bien entendu le leader syndical qui déclare, avec la voix de Séguy, que le dénigrement des produits va faire baisser la production industrielle et paralyser les usines.

On devine la suite : après une tentative d'assassinat, Jean Yanne est renvoyé, ce qu'il prend de façon souriante et désabusée.

C'est à ce niveau que nous ne pouvons plus être d'accord avec Yanne. Sa dénonciation des tares de la société de consommation et de l'interpénétration de l'argent et de la politique est remarquable. Elle est destinée malheureusement à demeurer stérile si elle s'enferme dans la vieille opposition de Péguy entre mystique et politique : d'une part des prophètes idéalistes qui ont le courage de rompre avec la pourriture ambiante et qui, incompris, s'éloignent solitaires et hautains, de l'autre des « réalistes » cyniques et corrompus qui sont ainsi parce qu'ils suivent les règles du jeu politique.

Bien au contraire, la médiation des institutions est capitale. Si elles sont mauvaises il faut les changer, mais il ne faut pas renoncer à se battre sur ce terrain.

Face à la démocratie qui instaure une collusion permanente entre les puissances d'argent et les hommes politiques qu'elles font élire en les « vendant » comme une marque de lessive, notre position est bien connue et suffisamment développée chaque semaine dans le débat République ou Monarchie pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ici. Qu'il nous suffise de rappeler que si la Monarchie a eu son Fouquet, le Fouquet de la République n'ont pas eu leur Pignerol. En revanche, nous voudrions relever le reproche que Raoul Girardet nous adressait la semaine dernière dans ces colonnes : en nous battant pour un changement institutionnel, nous n'escamotons pas le problème fondamental de la crise de civilisation. Nous savons même que le jour où l'Etat républicain sera mis à mort, il n'y aura rien de fait en la matière. Mais tout deviendra alors possible.

N.A.F.

garaudy contre marx

2. l'humanisme multidimension

Nous avons vu la semaine dernière (N.A.F. n° 54 du 10 mai) que Garaudy, dans son dernier ouvrage, « *L'Alternative* », mettait à mal le catéchisme économique marxiste. En fait cette critique est liée à un projet plus global : redonner au marxisme une dimension humaniste qui ne se réduit pas à une simple conception économique de l'homme. Mais cet humanisme est-il encore marxiste ?

Garaudy définit ses objectifs en effet selon un modèle bien plus ample que le modèle marxiste puisqu'il réclame à la fois un changement des structures, un changement de consciences, un changement de projet de civilisation.

UNE CRITIQUE NON MARXISTE DU CAPITALISME...

En dénonçant les structures actuelles, l'ex-philosophe du P.C. attaque bien entendu le capitalisme. Que lui reprochet-il ? Non pas d'être un système voué à éclater dans un proche avenir de par ses contradictions internes puisqu'il note qu'il a su résister au séisme de 1929. Non

pas de diminuer le pouvoir d'achat des ouvriers puisque la paupérisation absolue de ceux-ci telle que Marx la décrivait n'est plus vraie quantitativement parlant depuis le début du XX^e siècle. Mais bel et bien d'aliéner l'homme en le réduisant à un objet à produire et à consommer.

Dès lors : « Les critères d'efficacité — comme critères suprêmes — valables pour l'entreprise, ont été étendus à la société globale lorsque les entreprises ont exercé sur l'Etat une influence prépondérante en attendant de s'identifier à lui. Mais si la rationalité de l'entreprise se définit par rapport à une fin technique, la rationalité de la société globale ne peut se définir de la même manière sous peine de créer une société de production pour la production et de consommation pour la consommation, une société sans finalité humaine. » (p. 57)

Le résultat est catastrophique : la recherche scientifique et technique, subvertie, rabaisse l'homme au rang d'instrument au service de la croissance, la terre est transformée en marchandise, la nature en matière pour la spéculation, l'urbanisation n'est plus maîtrisée, l'environnement dégradé.

Quant aux valeurs de la culture elles sont changées en valeurs commerciales vendues « sur un marché où s'expriment les besoins créés par les rapports sociaux aliénants de la société capitaliste ». (p. 59)

Dans ce cadre, l'information et les médias fournissent des drogues illusoires qui permettent de compenser « par la violence ou le besoin d'évasion... toutes les frustrations de l'amour ou de la culture » (id.). Le succès des films de gangsters, le mythe du sur-homme à la James Bond, les « idoles » de la chanson, la pornographie industrielle, la vente de tel déodorant fondée sur l'excitation de la pulsion sexuelle découlent de cette orientation.

Mais pendant ce temps, note Garaudy : « La recherche fondamentale en art est condamnée à demeurer solitaire ou œuvre de petits groupes, et, dans tous les cas, privée des moyens nécessaires à sa pleine réalisation et à sa diffusion. Dans un tel système s'opère un dédoublement mortel entre la culture comme marchandise et la culture comme création. » (p. 60)

A ce niveau, Garaudy retrouve les accents de Maurras décrivant dans « *L'Avenir de l'Intelligence* » l'asservissement de l'artiste et de l'écrivain par l'or et le dilemme auquel est acculé le créateur littéraire « jeûner les bras croisés au-dessus du banquet, ou, pour ronger les os, se rouler au niveau des chiens ».

En revanche, on chercherait en vain dans cette description du capitalisme le principe fondamental de Marx selon lequel une classe disparaît seulement lorsqu'elle a réalisé la mission historique qui lui est confiée, la bourgeoisie ayant pour rôle spécifique de déchaîner ces forces productrices dont le développement quantitatif



permettra la réalisation de l'âge de l'abondance dans la société communiste.

Garaudy ne prétend pas nier le capitalisme en l'assumant au prix d'un dépassement dialectique comme tout bon marxiste qui se respecte. Il le récuse dans ses racines historiques mêmes parce que c'est la première société de l'Histoire à ne pas être fondée sur un projet de civilisation.

... ET UNE CRITIQUE SOCIALISTE DU MARXISME

Ne nous étonnons pas dans ces conditions si la critique que Garaudy fait au socialisme est dans le prolongement direct de son réquisitoire contre le capitalisme. Garaudy ne se contente pas de critiquer la perversion bureaucratique de l'Etat soviétique comme le premier trotskyste venu, il écrit froidement :

« Dès la "question juive" Marx distinguait l'émancipation simplement politique (de la Révolution française, par exemple) de l'émancipation humaine. L'expérience d'autres révolutions, depuis lors, a montré qu'il ne suffisait pas non plus d'ajouter d'émancipation économique pour atteindre à cette émancipation humaine. » (p. 79)

La socialisation des moyens de production, loin d'être une panacée, peut donc masquer la solution du véritable problème à savoir transformer « la société en un organisme sain... où le véritable accomplissement de l'homme ne serait pas d'AVOIR mais d'ETRE » ajoute-t-il en citant Oscar Wilde.

Garaudy peut bien ajouter qu'il critique le capitalisme dans son essence et le socialisme seulement dans ses perversions, on est en droit de se demander s'il ne considère pas la philosophie marxiste et non plus seulement telle forme d'Etat socialiste comme une perversion du socialisme.

Car enfin ! Marx, y compris le Marx humaniste des manuscrits de 1844 a toujours voulu enrainer son athéisme militant et sa critique de l'aliénation religieuse dans la critique de l'aliénation première, l'aliénation économique. Il a toujours milité pour que le matérialisme, d'idéologique devienne pratique, et que l'émancipation économique soit exaltée parce qu'entraînant à délai plus ou moins bref la libération des autres aliénations et notamment de l'aliénation religieuse. En niant le caractère décisif de l'émancipation économique, Garaudy nie le marxisme.

LA RELIGION DE ROGER GARAUDY

Il est vrai que l'on voit mal pourquoi Garaudy se soucierait d'enraciner la lutte contre l'aliénation religieuse dans la critique des conditions économiques... étant donné qu'il ne croit plus que la religion soit une aliénation !

L'évolution religieuse de Garaudy depuis une dizaine d'années est véritablement passionnante. L'homme spécialiste, dès la fin des années cinquante du dialogue avec les chrétiens au sein du P.C. a pu longtemps être considéré à bon droit comme l'habile jongleur chargé de marxiser en douceur les dominicains avides de parader avec lui sur les estrades des semaines de la pensée marxiste.

En 1961 dans « Perspectives de l'homme » il se réjouissait de voir Teilhard évacuer la transcendance du christianisme pour faire du Dieu de l'en avant réalisé au point Omega un ferment immanent de l'évolution de l'humani-

té vers le socialisme, somme toute une déification de « l'homme générique » cher à Marx. Cet hégélianisme du pauvre en niant la création et le surnaturel satisfaisait Garaudy car il était liquidateur du christianisme.

En 1968 Garaudy, de plus en plus enjôleur, saluait la transcendance chrétienne... mais en la récupérant dans une optique on ne peut plus matérialiste puisqu'il affirmait dans « Pour un modèle français du socialisme » que la transcendance « dimension fondamentale de l'homme et non pas attribut de Dieu » n'est autre que le dépassement dialectique qui totalise le passé en l'enrichissant.

En 1970, encore Garaudy expliquait qu'il fallait saluer dans le mysticisme d'un saint Jean de la Croix un moment ineffable de l'histoire de l'humanité qui serait intégré dans l'homme total socialiste... lorsque la religion serait abolie.

Mais le tentateur pour dominicains et jésuites snobs est-il seulement cela ? Son intérêt pour les questions religieuses est-il seulement tactique ? Ou n'y aurait-il pas plutôt une véritable fascination... fascination qui l'amène très loin dans l'Alternative puisqu'il se pose la question (et nous aussi) de savoir s'il n'est pas en train de découvrir le chrétien qu'il porte en lui.

A lire les pages de Garaudy sur la religion on constate en effet une évolution radicale de ses positions. Garaudy rejette formellement le « Dieu des trous », le « Dieu des alibis », la recette magique pour pallier les lacunes de l'intelligence : ce Dieu a été celui des hommes d'Eglise style fin XIX^e siècle qui agenouillés devant la bourgeoisie voltairienne et athée en attendant de faire le tapin devant les sièges locaux du Parti acceptaient de fournir une religion infantiliste pour le peuple. Il n'a jamais été le Dieu chrétien tel que le révèle l'Evangile et que la tradition catholique exalte, cette tradition qui faisait dire à saint Thomas : « Je comprends pour croire » et assoit le surnaturel dans et sur l'ordre naturel dans et sur l'intelligence et la volonté humaines.

Mais Garaudy est en pleine recherche sur la transcendance : il ne cherche plus à la récupérer pour en faire un attribut de l'homme générique, il lui reconnaît une valeur de rupture par rapport au monde profane lorsqu'il écrit que le Christ n'est pas un révolutionnaire cherchant à transformer les structures, qu'il est « Dieu connu à travers un homme qui appelle et interpelle ». Quelle belle définition de la double nature du Christ ! Et pour couronner le tout il s'exclame : « Etre chrétien, ce n'est pas insérer la résurrection dans la perspective de l'histoire, c'est percevoir l'histoire dans la perspective de la résurrection. La résurrection c'est alors tous les jours. » (p. 125)

Ainsi Garaudy, dans une certaine mesure rejette à la fois le Dieu gendarme Jupiter, inaccessible à l'homme, et l'humanité déifiée. Il redécouvre la double dimension à la fois transcendante et pleinement existentielle du fait chrétien.

A l'époque où une partie du clergé s'engoue pour Marx et « Coca-Cola », veut vendre Dieu comme du poisson surgelé, il est piquant de constater que Garaudy médite sur le mystère de la crucifixion et de la résurrection de Jésus.

Ce serait cependant aller vite en besogne que de faire de Garaudy un contre-révolutionnaire car des séquelles d'idéologie viennent fausser

encore en partie sa recherche religieuse, sa réflexion sur la révolution culturelle et ses propositions politiques. Il nous faudra donc encore revenir sur son livre si riche et qui soulève tant de problèmes.

(A suivre.)

Arnaud FABRE.



tee - shirt monarchie - libertés

imprimé en orange sur maillot blanc, existe en 3 tailles à préciser lors de votre commande (3-4-5).

prix : 15 F franco 18 F.

fiches d'étude doctrinale et technique d'Action française

1. la philosophie politique
prix : 2,50 F - franco 3 F
2. la science politique
prix : 1,50 F - franco 2 F

BROCHURES

- la naf et le gauchisme
prix : 2 F - franco 2,50 F
- pays réel, pays légal
prix : 2 F - franco 2,50 F

Commande à adresser à :

la Nouvelle librairie d'Action française
17, rue des petits-champs - paris (1^{er})
c.c.p. NAF 642-31
accompagnée de son montant.

réabonnement

Nos amis abonnés de la première heure sont priés de bien vouloir dès maintenant payer leur réabonnement. Vous éviterez à l'administration de notre journal des frais importants de courrier et de relance.

Nous savons que vous avez été satisfaits des progrès que votre journal a faits dans la présentation durant cette année.

Vous nous avez aidés à gagner le pari de tenir et de nous développer pendant un an. Au cours de l'année qui commence, nous souhaitons encore développer le nombre de nos pages et notre présentation. Nous devons le faire avec vous.

Il vous suffit dès maintenant de nous envoyer un chèque bancaire ou un C.C.P. à l'ordre de : LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE (C.C.P. N.A.F. 642-31), à l'aide du bulletin d'abonnement que vous trouverez dans ce numéro.



l'ortf et ses monstres marins

Le rapport Diligent (Sénat) a mis le doigt sur une plaie : la publicité clandestine à l'O.R.T.F. Mais ce n'est jamais que du super-« Canard », en à peine mieux écrit et sans plus de photos. Le rapport Griotteray - Le Tac (Assemblée Nationale) va, lui, beaucoup plus loin. La publicité clandestine n'est que l'entrée en matière d'un projet de réforme de l'Office, assez largement inspiré du rapport Paye, mais qui s'en sépare sur plusieurs points. Il s'agirait de diviser l'O.R.T.F. en deux ou trois sociétés : une pour la technique (transmission et diffusion, c'est-à-dire, en gros, les émetteurs) ; et une autre pour les programmes, qui pourrait se dédoubler : une société de radio et une société de télévision. Le tout restant dans le respect le plus strict du monopole.

Bien entendu, ce projet n'a que peu de chances d'être appliqué tel quel. Il n'est qu'une pièce essentielle du grand débat parlementaire sur l'O.R.T.F., à l'aide duquel les députés tenteront de juger le projet gouvernemental en cours de mise au point.

LE RAPPORT PAYE SOUS LE BOISSEAU

On peut cependant se poser une question : pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas appliqué le rapport de la commission Paye, dont il avait lui-même suscité la création ? L'affaire paraît d'autant plus obscure que la direction générale de l'Office prétend avoir, dans toute la mesure du possible, appliqué les prescriptions du rapport Paye : elle a, en effet, réformé les structures de la télévision, créé la concurrence entre les chaînes, assuré l'autonomie de la production et de la fabrication des émissions, rationalisé la gestion en introduisant la comptabilité analytique... Alors ?

L'explication est simple : le gouvernement et la direction générale sont favorables non seulement au monopole, mais aussi au monolithisme. Aussi, alors que le rapport Paye prévoyait une décentralisation, on a effectué une déconcentration. Le gouvernement a déguisé cette déconcentration en décentralisation, mais chacun sait que la déconcentration accroît la centralisation. Et c'est ce qui s'est passé à l'Office.

La réforme réalisée par Jean-Jacques de Bresson a en effet consisté à séparer les services de programmes des services de production et des services de fabrication. Les programmes sont eux-mêmes confiés à différentes chaînes autonomes, dans le double but de créer une concurrence entre elles et de séparer l'information des programmes généraux. La conséquence de cet éclatement est d'accroître les pouvoirs de l'arbitre suprême, qui nomme tous les directeurs : le directeur général.

LE RÊVE DU GRAND O.R.T.F.

Jean-Jacques de Bresson rêvait d'un grand O.R.T.F., à la fois ministère et entreprise publique, appliquant une politique de conventions « tous azimuts » avec les « autres » ministères et les entreprises politiques, semi-publiques ou privées. L'Office assumerait ainsi ses obligations de service public (conventions avec l'Education Nationale, les Affaires Culturelles, etc.). Et il pourrait faire face aux menaces que l'avenir fait peser sur le monopole : la télé-distribution par câbles (création d'une société commune avec les P.T.T.) ; les vidéocassettes (filiale commune avec Hachette) ; et, plus tard, les satellites-émetteurs à diffusion directe... L'ensemble ne peut

plus, dès lors, garder de cohésion qu'à travers le prestige d'un seul homme : le directeur général, sorte de super-ministre, dépendant directement de l'Hôtel Matignon, voire de l'Elysée.

Le « monolithisme » à l'O.R.T.F. doit en effet s'entendre d'une certaine manière : l'Office est dominé par un monolithe, un menhir lointain et quelque peu mystérieux, perdu dans les brumes de l'administration, seulement accessible à quelques grands prêtres habités par la crainte, et poursuivant son rêve.

DE BRESSON ET MOBY DICK

On se souvient que dans Moby Dick, d'Herman Melville — sans doute l'un des plus grands romans américains — un homme solitaire et sauvage, le capitaine Achab, poursuivait, au cours d'une chasse fantastique et diabolique, un monstre qui devait finalement le détruire : Moby Dick, la baleine blanche.

Il y a quelque chose du capitaine Achab chez Jean-Jacques de Bresson : il y a cette vision un peu folle, un peu sauvage, d'un homme seul, qui, sans que personne ne s'en aperçoive vraiment, par une sorte de machiavélisme de la discrétion, a voulu s'identifier à l'O.R.T.F. comme d'autres à la France. C'est ce rêve qui paraît aujourd'hui brisé par le choc des réalités.

Non qu'il soit certain que le gouvernement soit réellement contraint de détruire l'œuvre de l'ancien directeur général. Le contenu du projet de réforme qui doit être présenté au Parlement reste encore la grande inconnue. D'ailleurs, les perspectives électorales sont proches, et de ce point de vue, les vertus du monolithisme sont évidentes. Cependant, ne pas crever l'abcès présente aussi des risques, comme ont paru le montrer tous les résultats du référendum.

Décidément, les ondes hertziennes se révèlent ne pas manquer de récifs, ni d'inquiétants tourbillons, ni même de monstres marins : Moby Dick, justement, qui veille... Et, pour Jean-Jacques de Bresson, Moby Dick, c'est quelque chose que les mécanismes démocratiques ignorent, mais qu'on rencontre quelquefois au creux d'une vague ou d'une lame de fond : le sentiment populaire.

François FERRIER.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**





N.A.F. — Georges Montaron, pourriez-vous nous préciser ce qu'est « Témoignage Chrétien », d'où il vient et où il va ?

G. M. — « Témoignage Chrétien » est né dans la Résistance, pour lutter contre le nazisme et pour la libération de la Patrie. Il s'inscrit dans le vaste courant du catholicisme social, que l'on peut faire remonter à Lacordaire et à Marc Sangnier. Notre journal regroupe des chrétiens qui, voulant vivre toutes les exigences de leur foi, s'efforcent d'insérer celle-ci dans les structures de la société où ils sont plongés. C'est ce qui explique que ces chrétiens ont découvert très vite le problème social — dès avant la guerre. Puis ils ont découvert dans la Résistance les aspects patriotiques de leur combat et aussi ses aspects politiques dans la mesure où ils luttèrent contre le nazisme. Après la guerre, ces chrétiens ont été confrontés au phénomène de la décolonisation et ont été, par là même, amenés à découvrir les problèmes du tiers monde. Aujourd'hui, ils poursuivent leurs recherches en découvrant toutes les nécessités d'un engagement politique.

On a donc affaire à un mouvement de chrétiens qui s'efforcent d'incarner dans un combat politique, les exigences de l'Évangile.

N.A.F. — Vous avez évoqué Marc Sangnier. Vous sentez-vous pleinement dans la ligne du Sillon ?

G. M. — Le Sillon est mort depuis cinquante ans et je ne sais donc pas si je suis pleinement dans sa ligne. Mais je sais tout ce que je dois au Sillon. Ce mouvement a certainement eu des côtés négatifs, mais il a aussi présenté des aspects très positifs, et en particulier, celui d'obliger les chrétiens à être des citoyens à part entière, des hommes vivant leur foi dans les structures sociales et politiques.

Voilà ce qu'est avant tout le Sillon. Et de ce point de vue, comme lui, nous ne concevons pas que des chrétiens puissent être des hommes hors du monde.

N.A.F. — Pensez-vous que le problème de la démocratie et du christianisme, tel qu'il avait été analysé par Maurras dans son « Dilemme de Marc Sangnier », soit un problème toujours actuel ?

G. M. — Je ne le pense pas. Tout cela a été emporté par les tempêtes...

Il fut un temps où le christianisme s'identifiait à une forme politique déterminée, représentée par une certaine monarchie. Aujourd'hui, grâce aux efforts de Lamennais, de Lacordaire et de Sangnier, le monde chrétien ne s'identifie plus à ce système de la monarchie autoritaire. Mais il ne s'identifie pas pour autant à un système précis de démocratie. Le christianisme peut, en effet, assumer des systèmes politiques différents : à l'heure actuelle, il cohabite avec le système de la démocratie bourgeoise, ce qui est tout à fait concevable. Le malheur, c'est quand il veut le bénir. Et c'est pourquoi je suis hostile à la démocratie chrétienne : cette démocratie bourgeoise dans laquelle nous vivons ne me paraît pas représenter

réponse de georges m

Né le 10 avril 1921, Georges Montaron a été dirigeant national de la J.O.C. (1941-47). Il dirige l'hebdomadaire « Témoignage Chrétien » depuis 1948.

créer un socia

la semaine prochaine pas d'enquête sur la compte rendu du 3 colloque charles marra

un idéal. Bien au contraire, j'estime qu'il faut l'abattre. Mais il est vrai qu'il y a des chrétiens démocrates, et qu'ils sont de plus en plus nombreux. Et cela me paraît bon.

N.A.F. — Pourriez-vous nous préciser ce que vous entendez par démocratie ?

G. M. — C'est le système qui tend à faire que chaque homme, pris individuellement comme dans sa vie communautaire, assume le mieux possible ses responsabilités. Autrement dit, vraie démocratie est un idéal que nous ne pouvons pas atteindre, mais vers lequel nous devons tendre jour après jour : il faut faire en sorte que l'ouvrier dans son entreprise soit plus responsable de son avenir, que le citoyen dans sa commune soit plus responsable de son destin, que le citoyen dans son pays soit plus responsable vis-à-vis des grandes options de la nation française.

N.A.F. — Pensez-vous que cette définition de la démocratie soit celle de tous les démocrates ?

G. M. — Certainement pas. La démocratie bourgeoise dans laquelle nous sommes plongés depuis 1870 est en fait un gouvernement de notables qui ont fait main basse sur l'État et sur la nation. Et, depuis 1958, la démocratie gaulliste représente la mainmise sur l'État d'une caste de technocrates, d'agents immobiliers, de jacobins de droite qui ont utilisé le prestige du général de Gaulle. En fait, nous vivons dans un système qui se qualifie de démocratique mais qui, par rapport à la définition que j'ai donnée, ne l'est pas du tout.

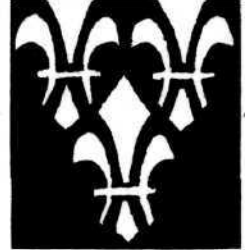
N.A.F. — Quelles institutions envisagez-vous pour que votre idéal démocratique se réalise, du moins partiellement ?

G. M. — Il faut d'abord bien voir que la démocratie n'est pas seulement à construire en dotant la nation des institutions démocratiques dont elle a besoin. La démocratie doit également se bâtir dans l'entreprise, dans la commune et dans la région. Il faut que l'entreprise devienne une communauté où tous ceux qui vivent de leur travail — donc les salariés — soient responsables de leur destin, alors qu'aujourd'hui les responsables de ce destin sont uniquement les représentants du capital. Il est inadmissible que des actionnaires aient seuls le pouvoir de désigner les dirigeants d'une entreprise sans que les cadres, les employés et les ouvriers soient consultés. Il faut donc rechercher un système permettant d'associer l'ensemble des travailleurs aux responsabilités de l'entreprise. C'est pourquoi je suis personnellement favorable à un système d'autogestion.

D'autre part, je crois beaucoup à deux réalités qui ont été pratiquement éliminées de la vie nationale : la commune et la région. Il faut redonner vie à ces deux réalités, afin que la commune ne soit pas un simple rouage de l'État mais une réalité vivante, et que la région ne soit pas seulement un souvenir folklorique mais une réalité concrète, insérée dans la réalité nationale.

Enfin, en ce qui concerne l'État, je crois qu'il faut être très prudent dans la mesure où l'État, quel qu'il soit, peut être une source d'oppression. Il faut donc doter la nation d'institutions étatiques qui soient compensées par des réalités communales et régionales. Mais quelles institutions ? Je dirai que ce qui, pour moi, est essentiel, c'est qu'il y ait un pouvoir législatif assumé par des représentants élus de la nation et qu'il y ait un pouvoir exécutif responsable devant ces représentants. Quant à la façade, elle m'importe peu.

N.A.F. — Vous dites qu'il faut compenser le poids de l'État par un ensemble de pouvoirs régionaux, locaux et profession-



ontaron :

lisme français

monarchie à aix-en-provence

nels. Mais la démocratie peut-elle réaliser cette compensation ?

G. M. — Je crains que vous n'identifiez Etat démocratique et démocratie bourgeoise. J'admets votre critique de la démocratie bourgeoise mais je pense par contre qu'un Etat de type socialiste permettrait l'épanouissement des libertés communautaires.

Il faut bien voir que la démocratie bourgeoise est née contre la monarchie. Si elle a refusé de prendre en compte les régions, c'est parce que celles-ci apparaissent comme de petites monarchies alors que ce sont des cadres naturels. De même, on avait peur des communes parce que, là aussi, on pensait à la monarchie, alors que la commune est une réalité au même titre que la famille ou l'individu.

Par contre un Etat socialiste, qui ne craint pas la monarchie, qui ne se définit pas par rapport à la France du passé, mais dont le but est de répondre aux besoins de la France de demain, est prêt à inventer des institutions dans lesquelles les communautés pourront s'épanouir dans un cadre défini par l'ensemble de la nation.

N.A.F. — Vous définissez le socialisme comme un système de participation à tous les niveaux. Mais il y a un problème d'organisation : il faut un Etat arbitre, il faut un Etat indépendant pour que les libertés dont vous parlez puissent renaître. Or la démocratie n'est-elle pas nécessairement dépendante et nécessairement centralisatrice ?

G. M. — Tout d'abord, je conteste votre affirmation suivant laquelle l'Etat monarchique a la possibilité d'être un arbitre. Toute l'histoire enseigne que la Monarchie, sous les différentes formes qu'elle a connues, n'a jamais été un

arbitre. Elle a toujours favorisé telle ou telle classe, tel ou tel système, telle ou telle politique, et souvent au détriment de certaines communautés.

D'autre part, je note que les pouvoirs de l'Etat deviennent aujourd'hui de plus en plus importants. Ils ne s'exercent pas seulement en politique, mais aussi au plan financier, au plan économique et au plan social. Je note également que l'Etat apparaît souvent comme un recours pour les opprimés. Dans le cadre d'un système de libéralisme intégral, la situation serait catastrophique pour les prolétaires. Ces derniers ont besoin d'être protégés, parce qu'ils sont pauvres et parce qu'ils sont dépendants. L'Etat, le pouvoir central, doit être à tout instant contrôlé par les citoyens. L'Etat ne doit pas être, comme c'est le cas aujourd'hui, omnipotent et omniprésent.

En fait, je crois que seul un système socialiste qui voit l'homme dans son ensemble, peut organiser une société et un Etat permettant l'épanouissement de tous.

Dernière remarque : la démocratie — et en particulier la démocratie socialiste — ne peut être véritablement vécue que dans la mesure où le citoyen devient de plus en plus responsable. C'est pourquoi il ne peut y avoir de démocratie vraie sans une école au service de tous, sans une université démocratique qui ne soit pas l'apanage d'une classe et d'une caste, sans une information pleinement libre. Tant qu'on ne parviendra pas à assurer dans la liberté la formation et l'information permanentes des citoyens, on n'aura pas réalisé cette cité socialiste dans laquelle les hommes pourront s'épanouir.

N.A.F. — L'empire des « mass média » qui est en train de se constituer menace la liberté du journaliste, de l'écrivain, de l'intellectuel. Comment pensez-vous pouvoir résoudre ce problème ?

G. M. — Il faut arracher l'école et l'université à l'Etat, pour les rendre aux écoliers, aux étudiants et aux enseignants. Il faut arracher les grandes écoles aux firmes capitalistes qui n'y voient que des réservoirs d'hommes pour leurs besoins propres.

Pour la presse, c'est un peu la même chose. Nous avons une presse théoriquement libre, mais cette liberté n'est pas incarnée dans les réalités économiques et financières d'aujourd'hui. La presse est dépendante de l'argent, ou plus exactement elle est trop souvent conçue pour gagner de l'argent, et non pas comme un instrument d'information, d'éducation, et par là même de libération des individus.

De profondes réformes de structures s'imposent donc. La bataille sera difficile. Mais il ne faut pas être trop pessimiste. Quand je vois le matraquage intense auquel les Français ont été soumis pendant la campagne du référendum, et les centaines de millions qui ont été dépensés, je pense que les citoyens font, malgré tout, la preuve de leur indépendance et que les réactions de l'opinion publique ont été bonnes. J'ai donc plus que jamais foi en l'homme, je sais que l'homme porte en lui un désir intense de liberté et qu'il s'agit seulement de faire grandir cette petite flamme pour que l'homme se libère. Encore convient-il d'inventer des structures propres à cet épanouissement de la liberté. Mais il suffit pour cela de faire appel à notre intelligence.

N.A.F. — On peut reprocher à votre socialisme d'être un pur projet, — certains diront une utopie —, parce qu'on en voit difficilement la réalisation.

G. M. — C'est là où, personnellement, je crois à la vocation française. Je pense que le socialisme humain, démocratique, ne peut naître et s'épanouir qu'en France, c'est-à-dire dans un pays qui est l'héritier de traditions humanistes, chrétiennes, socialistes, de traditions républicaines et monarchiques.

Nous n'avons pas à copier les socialismes qui existent ailleurs parce qu'ils ne nous satisfont pas et parce qu'ils procèdent de traditions différentes. Nous devons être de véritables créateurs : une nation qui a engendré Jaurès, Sangnier et Maurras doit pouvoir créer ce socialisme. Il nous faut faire un effort d'intelligence et de réflexion pour découvrir la solution à nos problèmes. Et il nous faut un surcroît d'intelligence pour lire dans le monde moderne ce que nos ancêtres nous ont apportés. Il y a donc un effort considérable, véritablement révolutionnaire, qui doit être réalisé par la jeunesse. Le drame, c'est que l'on fait tout pour que cette jeunesse ne participe pas à ce travail de réflexion. Souvenez-vous du dernier référendum, où l'on s'efforçait de vendre du oui comme des tubes de dentifrice.

Je crois qu'aujourd'hui, il ne faut pas se contenter de parler au cœur des hommes, mais aussi à leur intelligence. Il faut leur apporter des arguments raisonnables pour que chacun puisse faire les choix indispensables pour les combats à venir. Mais je ne dis pas que cela soit facile !



réponse à georges montaron

la démocratie contre le socialisme

Le Sillon. Un nom à faire frémir les plus anciens d'entre nous qui se souviennent des combats de la première avant guerre, lorsque, à la polémique courtoise opposant Sangnier et Maurras, avaient succédé des assauts moins pacifiques, où les gourdis des Camelots du Roi et des Sillonistes servaient d'arguments. Et ceux qui sont venus au royalisme pendant la guerre d'Algérie n'ont pas oublié les bagarres épiques qui les opposaient le dimanche matin aux vendeurs de Témoignage Chrétien.

Nous n'oublions pas ces combats et nous ne cherchons pas à revenir sur nos positions passées. Ouverture d'esprit n'a jamais signifié reniement. Mais nous ne voulons pas non plus nous figer dans des attitudes passées, et juger les hommes sur des critères qui n'ont pas cours. Ni la vie des hommes, ni celle des idées, ne connaissent la fixité. Depuis la fin de la période de « décolonisation », et surtout depuis Mai 1968, de nouveaux problèmes se sont posés et de nouveaux clivages sont apparus, qui permettent le dialogue entre des adversaires jugés irréductibles.

Il en est ainsi pour la Nouvelle Action française et pour Témoignage Chrétien. Non que notre accord soit total sur les solutions fondamentales et sur les moyens à mettre en œuvre. Mais du moins notre entretien avec Georges Montaron montre-t-il que nous avons désormais en commun les mêmes refus. Comme lui nous dénonçons la mainmise de l'Etat sur la vie locale et régionale, la soumission de cet Etat aux groupes de pression et l'usurpation du pouvoir par la technocratie. Comme lui nous voulons lutter contre le capitalisme et empêcher que la société française ne devienne progressivement la proie d'un totalitarisme diffus mais tout aussi dangereux que celui qui sévit ouvertement dans d'autres pays.

Point n'est besoin d'insister sur une communauté de vues aussi évidente. Certains la diront trompeuse, insusceptible d'amorcer un débat fructueux. Les raisons de Georges Montaron ne sont-elles pas profondément différentes des nôtres, et ses objectifs totalement divergents de ceux de la Nouvelle Action française ? Ne se définit-il pas à la fois comme démocrate et comme socialiste ?

Voire ! Retraçant l'histoire de *Témoignage Chrétien*, Georges Montaron nous a montré que ce mouvement rassemblait des chrétiens qui, refusant de vivre hors du monde, avaient découvert la question sociale, puis la nécessité de défendre la patrie contre ses envahisseurs et la nation contre le totalitarisme nazi, et qui, enfin, étaient soucieux de trouver des structures politiques permettant l'épanouissement de leurs semblables. La Nouvelle Action française, de son côté, ne manifeste-t-elle pas la même volonté de défendre la communauté nationale, d'y recréer les conditions de l'amitié entre les hommes, et de permettre la reconquête de leurs libertés ?

Reste la grande question des moyens. Georges Montaron n'en conçoit pas d'autres que la démocratie et le socialisme. Encore convient-il de saisir le sens exact qu'il donne à ces mots. Pour lui, la démocratie apparaît avant tout comme le moyen de réaliser une participation très complète des citoyens à la vie de la cité, et le socialisme comme la volonté de protéger les travailleurs de l'exploitation et de l'oppression par une organisation du travail qu'il résume par le mot d'autogestion. Nous ne ferions aucune objection au directeur de *Témoignage Chrétien* si la démocratie était cela et si le socialisme n'était que cela. Et nous adhérerions avec enthousiasme au projet de Georges Montaron s'il parvenait à nous donner une idée claire des institutions politiques qui permettraient cette participation des citoyens, cette organisation du travail et cette protection des travailleurs. Malheureusement, son projet démocrate et socialiste nous paraît contradictoire dans les termes, et impossible à traduire dans la réalité en raison d'une opposition insurmontable entre les buts poursuivis et les moyens proposés.

Commençons par la démocratie. Mais qu'est-ce que la démocratie ? S'agit-il de la « démocratie socialiste » de Georges Montaron, ou bien de la « démocratie chrétienne » qu'il dénonce, ou bien encore de la « démocratie bourgeoise » qu'il exècre ? Sans doute y a-t-il autant de conceptions de la démocratie que de démocrates. Il faut pourtant trouver une définition commune, sous peine de sombrer dans la confusion : l'étymologie nous dit que la démocratie est le gouvernement (*cratéo*) du peuple (*démós*). C'est là la définition la plus simple et la plus exacte, qui rend compte du caractère commun à tous les régimes démocratiques : l'élection. Georges Montaron acceptera sans doute cette définition, puisqu'il nous dit que le citoyen doit être « responsable » des grandes options de la nation française. Mais dès lors qu'il affirme la nécessité de l'exercice du suffrage universel au niveau de l'Etat, Georges Montaron condamne irrémédiablement son projet socialiste. En effet, comme nous aurons l'occasion de le démontrer en détail en répondant à cet autre socialiste qu'est Michel Philipponneau, il est vital pour un Etat électif de faire du plus grand nombre possible de citoyens des obligés. Donc point de décentralisation, mais la dictature bureaucratique que nous connaissons bien. Point d'universités autonomes mais la perpétuation du mécanisme centralisateur. Point d'O.R.T.F. libérée, mais le maintien de la tutelle du pouvoir en place. Conçoit-on d'autre part un Etat électif qui serait indépendant des groupes de pression, puisque l'élection constitue le moyen d'action privilégié de ces groupes ? Dès lors l'Etat socialiste qui voudrait respecter les règles du jeu démocratique ne pourrait se poser qu'en « honnête gérant » d'un capitalisme qu'il ne pourrait abattre. Point

d'autogestion en ce cas... Et l'on voit d'autant plus mal comment le socialisme pourrait s'insérer dans ce cadre démocratique lorsque Georges Montaron en vient à esquisser les structures politiques qu'il souhaite.

Ces structures, nous dit-il, devraient comporter un pouvoir législatif élu, devant lequel l'exécutif serait responsable. C'est en théorie ce qui existe dans la constitution de 1958 et c'est ce qui s'est réalisé sous la III^e et sous la IV^e République. On se souvient du résultat : un exécutif soumis à la dictature d'une assemblée, elle-même déchirée en clans inconciliables et soumise à la pression des groupes d'intérêts privés. Georges Montaron imagine-t-il la position d'un gouvernement socialiste, obligé pour se maintenir en place de composer avec des députés qui — même socialistes — seraient obnubilés par leur réélection ? Et comment garantir que dans une telle assemblée une coalition purement négative ne réussirait pas à venir à bout du gouvernement en place ? Il n'y a pas eu besoin d'élections pour que le Front Populaire s'effondrât... On pourrait ainsi poursuivre longuement la démonstration, en l'appuyant de multiples exemples historiques. Restons-en à l'essentiel : un pouvoir élu ne dispose ni de la continuité ni de l'indépendance nécessaires à une décentralisation effective et à la réussite d'un plan radical de réformes économiques et sociales. C'est dire, pour reprendre une vieille formule de Maurras, que le socialisme ne sera pas socialiste tant qu'il ne se sera pas débarrassé de la mystique démocratique qui l'empoisonne. C'est là notre seule critique au socialisme tel que le définit Georges Montaron, car nous n'hésiterions pas à nous dire socialistes, comme Maurras au début de ce siècle, si ce mot n'était trop galvaudé, et si le « socialisme » ne recouvrait des réalités par trop différentes et des expériences par trop contestables.

Certes, il y a une tradition socialiste purement française, que la jeune Action française avait tout naturellement rencontrée. Mais cette tradition, essentiellement proudhonienne, avait pris un tour antidémocratique très net, qui faisait que rien de fondamental — du moins sur le plan des objectifs — ne la séparait du courant monarchiste. Ne souhaitaient-ils pas les uns comme les autres l'organisation du travail et la protection des travailleurs ? Ne militaient-ils pas pour l'intégration du prolétariat dans la cité et pour la socialisation de la propriété ? Mais les socialistes d'aujourd'hui ont oublié ce problème essentiel de la nature du pouvoir, sur lequel ils butent comme l'oiseau derrière la vitre. Georges Montaron a cependant raison de dire que le pouvoir politique recèle toujours une menace d'oppression. Et il a mille fois raison de souhaiter que le poids du pouvoir central soit compensé par un ensemble de pouvoirs régionaux, locaux et professionnels. Mais l'organisation de ces pouvoirs autonomes ne sera possible que dans la mesure où l'Etat sera

indépendant, c'est-à-dire héréditaire comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer. Mais que l'on nous comprenne bien : indépendance ne signifie pas abstention, arbitrage ne veut pas dire non intervention. L'expérience libérale est encore trop présente à nos mémoires pour que nous songions à une organisation économique dans laquelle la concurrence serait absolue. Comme le dit Georges Montaron, il faut que l'Etat ait la possibilité d'intervenir vigoureusement dans la vie économique, pour corriger les déséquilibres, encourager les initiatives et protéger les plus faibles. Encore faut-il qu'il puisse intervenir à bon escient, c'est-à-dire en fonction de l'intérêt national et non sous la pression de tel groupe d'intérêt ou de tel parti politique. Ce qui ne s'est jamais vu dans un régime électif.

Il s'agit donc de choisir entre une démocratie qui interdit toute réforme économique sociale et administrative, et un Etat héréditaire dont l'indépendance serait facteur de libération. Libération des communes et des régions. Libération des travailleurs. Libération des esprits aussi. Car, comme le dit le directeur de *Témoignage Chrétien*, il y a un effort considérable à faire pour résoudre les problèmes que posent l'organisation régionale, le pouvoir dans l'entreprise et le dépassement de la société de consommation. Nous sommes d'accord pour entreprendre, avec lui, cette révolution. Mais nous souhaiterions qu'il soit plus révolutionnaire encore, en levant l'hypothèque démocratique qui constitue l'obstacle majeur à toute entreprise novatrice.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Directeur politique : Gérard Leclerc.
Rédacteur en chef : Arnaud Fabre.

REDACTION :

Politique intérieure : Paul Maisonblanche, Christian Dujardin, Bertrand La Richardais, Patrick Plessis, Stanislas Leblanc, Hervé Catta, Gilles Desorres.

Politique étrangère : Axel Alberg, Philippe Vergne, François Martin, Perceval (Moyen-Orient), Yann Kerlann (Extrême-Orient).

Politique sociale : G.-P. Wagner, J.-C. Fréaud (Justice), Philippe Dartois, Jean-Pierre Boulogne (Médecine), Marius Brémont.

Politique économique : Ph. Dillmann, Ph.-H. Durocher, J. Delcours, Henri Villemart.

Les idées : Gérard Leclerc, Bertrand Renouvin, Francis Bertin.

Lettres, Art, Spectacles : Christian Delaroche, Dominique Paoli, Anne Richard.

Enquêtes et débat : Bertrand Renouvin, Patrice Bertin.

Secrétariat de rédaction : François Fleutot, Thierry Barberousse.

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau Paris 10^e

vietnam

mourir pour an-loc ?

L'offensive nord-vietnamienne et la dramatisation (verbale) de la situation internationale qui en est résultée la semaine dernière, a permis aux idéologues de la presse française de s'en donner à cœur joie. Tandis que "Valeurs Actuelles" et "Rivarol" décrivent un saint Georges Nixon s'apprêtant à terrasser le dragon, le "Nouvel Observateur" dénonce « cet homme qui ne sait pas perdre » et "Politique-Hebdo" titre avec un goût exquis : « Ouais, Nixon, mieux qu'à Dien Bien Phu ».

Du calme ! L'équilibre planétaire ne sera pas remis en question par la prise (ou la reprise) d'An-Loc. Il est aussi vain de croire que les accords savamment élaborés de Yalta ou de Genève seront remis en cause par les opérations militaires en cours. Les trois Grands n'accepteront jamais de prendre des risques disproportionnés à l'enjeu vietnamien.

Le gouvernement de la République populaire chinoise s'est contenté de rappels entre deux aînées d'un communiqué laconique, qu'elle restait « le grand front arrière du Nord-Vietnam », connaissant pertinemment la différence qui existe entre un « front arrière » et une « ligne de front ».

Depuis la mystérieuse éviction de Lin Piao, le « politique » semble l'emporter définitivement sur le « militaire » (dans le cadre de la récupération idéologique), l'entourage mandarin de Chou En-lai refuse tout aventurisme en politique extérieure afin de mieux résoudre les maux internes.

La réaction du gouvernement soviétique au blocus d'Haiphong fut conventionnelle et modérée. Les petits sadiques qui attendaient une nouvelle « crise de Cuba » (1962), un retour à la guerre froide, furent immensément déçus. Les Nord-vietnamiens ne peuvent guère attendre autre chose des puissants voisins soviétiques et chinois que la traditionnelle caisse de munitions. La « lutte héroïque du peuple vietnamien » continuera à être invoquée pour justifier les carences des pays socialistes.

A quelques mois des élections présidentielles américaines, l'équipe Nixon au pouvoir cherche par tous les moyens à éviter une extension démesurée d'un conflit qui n'a coûté que trop de vies américaines. Le slogan d'Eisenhower, « Les boys à la maison », est toujours aussi vivace et reste sans aucun doute une excellente phrase électorale.

UNE GUERRE DE CENT ANS ?

Si chaque grande puissance évite soigneusement tout risque grandiose, en revanche il n'est absolument pas exclu qu'elles vont continuer encore longtemps à stimuler leurs partenaires idéologiques, en l'occurrence les Vietnamiens du Nord et du Sud. Une victoire totale des communistes ferait surgir au premier plan de graves différends entre le G.R.P. chef indiscutable et indiscuté, a soulevé l'épineux et le gouvernement d'Hanoï. La mort d'Ho Chi-minh, problème d'une succession difficile. Les clans pro-soviétique et pro-chinois s'affrontent sans vergogne dans les coulisses du pouvoir au Nord-Vietnam. Et puis, il y a le grave problème des minorités laos, méos et khmers (leu, kandal et krom) qui se trouverait aggravé en cas de réunification d'un Vietnam, conséquence logique de la prise du pouvoir du

F.L.N. à Saïgon. Un Vietnam d'autant plus dangereux pour l'ensemble de la péninsule indochinoise qu'il risquerait de reprendre son expansion millénaire vers les rizières des rives du Mékong et du Tonlé-Sap.

Le retour au « statu quo ante », c'est-à-dire un retour aux frontières délimitées par le 17^e parallèle, et à la fameuse zone démilitarisée, ne pourrait être consécutif qu'à un succès limité de l'offensive communiste. C'est une hypothèse à retenir. L'installation d'un gouvernement provisoire dans une portion septentrionale occupée (à Quang-Tri, par exemple), ne résoudrait pas le problème. Le reste du territoire, contrôlé par les troupes fidèles à Saïgon, retournerait au chaos de 1963 après la chute dramatique de Ngo Dinh Diem. La situation du pays serait pourrie par le problème de l'afflux de réfugiés et le maintien d'institutions politiques plus viables.

Un échec aussi flagrant de la vietnamisation, dont la paternité revient au conseiller Kissinger, ne faciliterait pas la réélection de Nixon. Le processus de destruction au Sud-Vietnam ne ferait que s'amplifier, les Vietnamiens continueraient de se battre. Tout serait à recommencer, il reste encore suffisamment de Vietnamiens. Les Américains ne peuvent, d'autre part, se permettre de « bâcler » la paix en éliminant le général Thieu, condition préliminaire importante formulée par M^{me} Binh à la Conférence de Paris. Ce geste impressionnerait immédiatement tous les « vassaux », dispersés à travers le monde, qui se sentiraient menacés et rechercheraient ailleurs protection. Quoi qu'il arrive, il semble certain que la paix soit impossible en Indochine tant que l'équilibre mondial des forces actuelles sera maintenu.

SCHUMANN SUPERSTAR ?

Un esprit peu rompu à la dialectique subtile de M. Maurice Schumann (qui joue au ministre des Affaires étrangères dans le cabinet actuel), pourrait penser que la diplomatie française est particulièrement active dans un pays où la colonisation marque son empreinte et où la culture française est respectée et connue. Il n'en est rien. Le gouvernement mécontente les gouvernements où les intérêts nationaux sont importants (Laos, Cambodge, gouvernement de Saïgon) et favorise les autres. La rupture avec Saïgon, les bonnes relations entre Paris et Hanoï, le fait que Paris accorde une grande importance au G.R.P. et à ses émissaires, pourraient se justifier si les Nord-vietnamiens avaient protégé les intérêts français au Tonkin, ce qui ne s'est pas réalisé jusqu'à ce jour.

Il serait vain de vouloir que la France soutienne une « troisième force » qui n'existe que sur le papier. Les notables vietnamiens et cambodgiens qui vivent à Paris sur leurs investissements, ne contrediraient pas ces affirmations. La proposition gaullienne de neutralisation de toute l'Indochine, énoncée dans le discours historique de Pnom-Penh en 1966, est mise au rencart par la force des choses. Et la politique extérieure française est alignée volens nolens dans cette région du monde, sur celle de l'U.R.S.S.

Laurent DE NEFF.



le royaume-uni et le marché commun

Nous reviendrons la semaine prochaine sur les incidences diplomatiques du voyage d'Elisabeth II à Paris. Qu'il nous soit permis d'ores et déjà de faire deux constatations :

Le charme millénaire de la Monarchie dont parlait Jaurès jouera vraisemblablement sur les habitants de la capitale. Souvenons-nous de la ferveur avec laquelle ils ont accueilli, il y a dix-sept ans, la souveraine britannique. Le Français, ce monarchiste qui s'ignore, trouve là une occasion d'extérioriser des sentiments refoulés par un siècle d'école républicaine et nous ne nous en plaindrons pas.

Mais pour un homme d'Action française, la Monarchie n'est qu'un moyen de défense de la communauté nationale. Nous ne voudrions pas que la venue d'Elisabeth II soit l'occasion de faire des Français des patriotes... britanniques et de rallumer cette anglomanie systématique qui a paralysé si longtemps notre diplomatie. Il est donc de notre devoir d'examiner sans passion ni parti pris le dossier des relations franco-britanniques. Nous avons le plaisir d'accueillir cette semaine dans nos colonnes notre ami britannique David Levy qui fait le bilan de la situation intérieure du Royaume Uni face au Marché Commun.

Il y a déjà longtemps, le 25 avril 1914, Jacques Bainville écrivait dans *L'Action française* : « L'Angleterre et la France sont de moins en moins des Etats dignes de ce nom. Ce sont deux administrations gigantesques, chargées à l'intérieur de l'application du programme radical-socialiste, supérieurement armées pour faire la guerre à la propriété et à la richesse mais très démunies et très distraites, surtout, quand il s'agit de pourvoir aux dangers de l'extérieur. »

Si le jugement de Bainville avait de la valeur en son temps, il est encore plus justifié aujourd'hui. Durant les soixante dernières années s'est développé en Grande-Bretagne le squelette d'une bureaucratie tentaculaire contre lequel les tentatives les plus remarquables du gouvernement ont prouvé leur inefficacité. Prenant comme devise le célèbre cri de guerre de Churchill "Set the people free", les élus conservateurs sont revenus au pouvoir en s'engageant à alléger une administration trop pesante.

Et ils n'y sont pas arrivés. Leur échec est dû, en partie, à une soumission doctrinaire à l'économie de libre marché. Le résultat, c'est qu'on a confondu le secteur de l'industrie qui régleme l'industrie avec les principaux ennemis de la liberté intérieure.

Ainsi, en entrant en fonction, les conservateurs se sont employés à détruire le mécanisme, travaillant à l'encouragement de l'industrie dans les régions les plus défavorisées du pays (le nord-est, l'Irlande du Nord, l'Ecosse, etc.). Le seul résultat a été un fort accroissement du chômage dans ces régions. Un exemple frappant de la tendance de l'Etat libéral à vou-

loir faire « la Liberté », mais la liberté de mourir de faim !

L'inefficacité du libéralisme économique en tant que remède aux problèmes économiques et sociaux les a conduits, ces derniers mois, à prendre leurs distances avec les positions dures des premiers jours. Et le résultat prévisible a été un retour à la philosophie trouble de l'économie mixte qui a rendu d'aus-si mauvais services aux conservateurs de M. Mac Millan qu'au parti travailliste de M. Wilson. En d'autres termes la croisade des conservateurs contre la bureaucratie a été pervertie en une bataille pour un capitalisme de « laissez-faire ».

DE L'OPPOSITION DES EXTRÊMES...

Mais les situations politiques ne sont jamais statiques, et si le gouvernement conservateur est maintenant revenu aux positions de son prédécesseur en tout, sauf de nom, son essai de libéralisme a coûté beaucoup d'amertume et un fort accroissement des sentiments de lutte de classes dans la classe laborieuse.

Cet échec, auquel il faut ajouter le conflit industriel toujours plus important, qui a en deux occasions (la grève des mineurs et la grève des chemins de fer) menacé de désorganiser l'économie jusqu'à l'arrêter, n'ont servi qu'à renforcer M. Heath dans sa croyance que les problèmes de la Grande-Bretagne ne peuvent être résolus qu'en termes d'entrée dans le Marché commun.

Il partage cette vue non seulement avec la majorité des mem-

bres conservateurs du parlement, mais encore avec une minorité significative de l'aile droite social-démocrate du parti travailliste, groupée autour de Roy Jenkins. L'opposition politique à l'entrée dans le Marché commun, quand elle n'est pas purement opportuniste comme pour M. Wilson, est concentrée à l'extrême droite et à l'extrême gauche du spectre politique.

A gauche on trouve l'aile gauche néomarxiste du parti travailliste, mais aussi le parti communiste et les différents groupes socialistes révolutionnaires. Leur sentiment est que le Marché commun est un « club pour gens riches » dont la seule véritable fonction est de renflouer un système capitaliste qui s'effondrerait autrement.

A droite on trouve Enoch Powell et ses partisans, qui tentent de combiner le nationalisme politique avec le libéralisme économique dans une synthèse boiteuse, et le Front national, un groupe dont la principale raison d'être jusqu'à maintenant a été d'agir en tant que voix politique des opposants acharnés à l'immigration de couleur. Leurs arguments anti-Marché commun se regroupent sur la menace que constitue l'Europe pour l'indépendance de la Grande-Bretagne.

Quelque part entre ces deux groupes cohérents d'opposants, on trouve des leaders syndicaux comme Clive Jenkins qui, bien qu'aligné politiquement avec la gauche, utilise indifféremment les arguments des deux ailes pour exprimer les sentiments anti-européens de la majorité de leurs membres.

... AU FLOTTEMENT DE L'OPINION

En fait, tandis que l'opinion publique reste très divisée et fluctuante sur le résultat, il est maintenant généralement admis, même par les opposants, que le Royaume-Uni va entrer dans la Communauté Economique Européenne.

Au moins pour un de ses projets, M. Heath paraît devoir parvenir à ses fins. L'industrie et l'agriculture ont visiblement fait ce pari et la réorganisation nécessaire est en route, bien qu'avec le presentiment que l'économie britannique aura des difficultés pour survivre dans la compétition, particulièrement avec l'industrie allemande et l'agriculture française.

Le seul secteur de l'économie qui semble absolument ravi à la perspective de l'entrée dans le Marché commun est l'ensemble financier concentré autour des banques de commerce de la Cité de Londres. Ils voient le Marché commun comme une occasion incomparable de drainer la majeure partie du commerce européen dans leur filet. Ils estiment probablement à raison que leur grande expérience et leurs relations mondiales vont faire plus que jamais de Londres la « Mecque » financière de l'Europe et du monde.

Et ceci, même si les secteurs primaires de l'économie britannique deviennent les associés les plus défavorisés d'une économie européenne centrée géographiquement sur la vallée du Rhin, possibilité que plusieurs économistes britanniques ont fait ressortir.

Les intérêts financiers basés à Londres sont nettement distincts de ceux de la nation dans son ensemble, c'est une conséquence inévitable du fait qu'une proportion relativement faible des milieux financiers de Londres est liée de façon indissoluble à l'économie britannique.

En dehors du monde de la haute finance, l'attitude de beaucoup d'euro-péistes consiste à dire qu'il n'y a maintenant plus d'autre possibilité qu'une fusion complète avec la C.E.E. La perte de l'Empire et la commiseration des Américains pour « l'Angleterre qui a perdu un empire et n'a pas encore trouvé un nouveau rôle » ont suffi à convaincre la plupart des députés conservateurs que même s'ils ne partagent pas l'euro-péisme enthousiaste de leur leader, ils sont quand même dans le vrai en rejoignant la C.E.E.

Les politiciens et la presse quotidienne estiment que si la majorité des Anglais n'en est pas encore convaincue, c'est le résultat d'un manque d'éducation politique.

le mouvement royaliste



notre circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas : sauf erreur, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la "N.A.F.", soit de s'abonner. La création d'un capital d'abonnés important est capital pour l'avenir de la "N.A.F.".

Vous trouverez la "N.A.F." :

ALPES-MARITIMES

Nice :

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue Estienne-d'Orves.
- Librairie d'Art et de Littérature, 78, boulevard Borriglione.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Maison de la Presse, Librairie Goulard, cours Mirabeau, 13 - Aix-en-Provence.

LOIR-ET-CHER

Blois : la N.A.F. est en vente dans tous les kiosques.

HAUTE-GARONNE

Toulouse :

- 15, place du Capitole (sous les arcades).
- Martin Gautier, 10, rue d'Alsace.
- Maison de la Presse, 64, rue de Metz.

JURA

Lons-le-Saunier : Maison de la Presse, 17, place de la Liberté.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Lille :

- Cinéma Le Régent, rue de Béthune.
- Les Nouvelles Galeries, rue Nationale.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Lamblot, 10, r. Croix-des-Petits-Champs, Paris (1^{re}).

Greggory, 26, rue du Bac, Paris (7^e).

Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e).

Librairie Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries, Paris (10^e).

Librairie Bayen, 47, rue Bayen, Paris (17^e).

XV^e : kiosque face au Miramar (M^e Montparnasse).

Et dans nos locaux.

permanences

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Permanence tous les mercredis de 18 heures à 20 heures au café-restaurant Le Prince de Galles (à droite en sortant de la gare).

BOUCHES-DU-RHÔNE

Permanence à Aix tous les jeudis de 14 heures à 19 heures, 14, rue du Bon-Pasteur.

INDRE-ET-LOIRE

Permanence tous les mercredis au Café de l'Univers, de 17 h 30 à 18 h 30 (2^e étage), à Tours.

ISÈRE

A Grenoble, permanence tous les vendredis à 18 heures, au local.

BAS-RHIN

A Strasbourg, tous les mercredis soir à 20 heures, « Au Canon », place du Corbeau.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Lille : permanence, 37, rue Alexandre-Léleux (2^e étage), le samedi de 18 heures à 19 h 30.

SARTHE

Au Mans : permanence au local, 5, rue Saint-Pavin-de-la-Cité.

HAUTS-DE-SEINE

Rueil : Pierre Brumeaux, 8, rue des Godardes.

notre action française

— MARDI 9 MAI : Un meeting s'est tenu rue de Rennes devant quatre cents auditeurs enthousiastes sur le thème : « Face à l'Europe du Fric, la France du peuple ». M^e Hervé Catta, Gérard Leclerc, directeur politique de la N.A.F., et Abel Pomarède, vigneron royaliste, ont dénoncé ce mythe de l'Europe qui aboutit à la colonisation de la nation par les capitaux étrangers, au déracinement des Occitans ou des Bretons. Une lettre de Jean Le Goff, membre du collectif de la N.A.F. de Saint-Brieuc et ouvrier du Joint Français, a été lue. Joël Broquet a fait un rapport sur la mise en œuvre de notre stratégie universitaire.

— DIMANCHE 14 MAI : Près de cinq cents royalistes ont défilé derrière le Comité Directeur et le drapeau des Camelots porté par Jo Remacle en hommage à Jeanne d'Arc, héroïne et championne de l'indépendance nationale.

« NON A BELLEVILLE-SARCELLES »

Organisée par le Comité « Sauver Paris », réunion d'information le

30 MAI à 21 heures

au « Vieux Saumur », 10, rue de Belleville (métro Belleville)

Réunion groupe Médecine, mercredi 23 à 18 h, N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{re}).

CAMP DE FORMATION

Il aura lieu du 16 juillet au 30 juillet. Le camp, cette année, sera orienté vers la formation des nouveaux militants et le nombre de places en sera limité.

Le prix total du séjour au camp sera de 240 F.

Mais peut-être que le vrai manque d'éducation politique se trouve chez ces partisans qui ne voient pas que la véritable internationalisation de l'économie britannique qu'ils attendent de l'Europe existe déjà dans les faits par l'expansion des compagnies multinationales et des armateurs étrangers.

LE MYTHE DE LA COMPÉTITION

Dans un livre publié à Londres, en 1971 (1), Christopher Tugendhat a mis en relief à quel point l'expansion des compagnies multinationales sape la vérité des prix dans le commerce international. Il se pourrait bien que « le vent puissant de la compétition », qui paraît à beaucoup un remède aux maladies économiques de la Grande-Bretagne, soit en fait plutôt une continuation du processus d'internationalisation qui menace de faire de ce pays une « eau morte » industrielle, en même temps que

d'exacerber les relations entre travailleurs et employeurs (témoins les problèmes soulevés par les fonds américains dans l'industrie automobile anglaise). Le Marché commun ne changera rien dans ce domaine crucial, excepté peut-être pour hâter le processus de pourrissement.

Les conséquences en sont visibles sur le terrain socio-politique plutôt qu'économique. Quoi qu'il arrive à l'avenir, il est certain que la campagne européiste a déjà produit une crevasse plus prononcée dans le consensus tacite qui existait jusqu'il y a peu de temps dans le peuple britannique en général et qui étayait et expliquait la stabilité du système bipartiste. L'existence d'un « parti conservateur » qui n'est pas conservateur et d'un parti travailliste dont les sphères dirigeantes sont la réserve jalousement gardée de bourgeois intellectuels libéraux témoignent d'un fossé profond entre le pays légal et le pays réel, un clivage hors nature que seul un respect

commun, pour la continuité historique de la constitution, était capable de cacher.

La question européenne frappe les fondements de cette constitution, et le faible changement que provoquera l'entrée dans le Marché commun contrairement à ce que pourrait laisser croire la constitution, ne servira qu'à démontrer aux Britanniques objectifs comme elle a peu d'importance à l'âge des compagnies multinationales et de l'Etat bureaucratique.

CONTRE LE PAYS LÉGAL BRITANNIQUE

Quand Enoch Powell s'oppose à l'entrée dans le Marché commun parce que la souveraineté du Parlement en souffrirait, il rend hommage à la fiction, tandis qu'il ignore le fait que dans toutes ses manifestations concrètes, cette souveraineté a déjà été détruite. Elle a été détruite par un processus que le système démocratique était par essence incapable de contrôler. La

position d'un nationaliste britannique conséquent peut ressortir des problèmes actuels, mais ce ne sera pas le pieux parlementarisme d'Enoch Powell.

Pour briser le carcan bureaucratique de Whitehall, et bientôt de Bruxelles, il faudra faire une analyse bien plus critique de la situation britannique que celle dont le conservatisme parlementaire est capable.

« L'Angleterre et la France, écrit Jacques Bainville, sont de moins en moins des Etats dignes de ce nom », mais les deux peuvent se relever.

Ce qu'il faut, en Grande-Bretagne comme en France, c'est activer et diriger la volonté de faire de cette remontée un fait plutôt qu'une vague aspiration.

David LÉVY.

Avril 1972.

(1) Christopher Tugendhat : *The Multinationals*, publié à Londres par Eyre and Spottiswoode, 1971.

italie après la commedia dell'arte

Au pays de Dante, de Machiavel et de Leopardi, rien ne va plus ! La déchirure morale semble irréparable, le climat social est complètement détérioré depuis le fameux « Automne chaud » de 1969. En crise profonde et plus longue qu'en mai 68, l'économie stagne doucement malgré le redressement d'une balance commerciale (quelquefois proche de l'équilibre, quelquefois même excédentaire). Tandis que les cohortes néo-fascistes ressortent leurs porteglaives, l'éditeur assassiné Feltrinelli et les anarchistes Valpreda et Merlino deviennent les demi-dieux d'une mythologie gauchiste. Les formations politiques traditionnelles, aussi nombreuses que les chats du Forum, se présentent toutes comme les garantes du respect des libertés démocratiques et d'un légalisme républicain bien douteux, surtout lorsque l'on se remémore l'odieux truquage du référendum constitutionnel de 1946 abolissant la monarchie. Pendant ce temps, le P.C.I. et la Démocratie chrétienne (D.C.) se livrent à une énorme surenchère sur l'ordre public et la tranquillité.

LA SURENCHÈRE ÉLECTORALE

Seconde formation dans les chiffres sur l'échiquier, le P.C.I. est apparemment le parti le mieux structuré et le plus cohérent. Les défauts ne manquent pourtant pas : une grande stratification et une physionomie qui se déforme de région en région, la complexité de sa composition sociale, l'absence — par manque d'intérêt suscité — d'une très grande fraction de militants inscrits, viennent s'ajouter à un fourre-tout idéologique où le radicalisme démocratique le plus éculé côtoie la pire orthodoxie stalinienne. Berlinguer, le nouveau secrétaire général, est le produit parfait de ces « hommes d'appareil » médiocres et sans personnalité qui ont progressivement remplacé les « chefs historiques » (Togliatti, Longo), considérés souvent à tort comme des « féodaux » courageux et insubordonnés à Moscou. Il fallut « le coup de Prague » pour étaler au grand jour le divorce absolu entre la « volonté de la majorité » et un Comité central, sclérosé et apeuré, qui prononça une condamnation du bout des lèvres et fut immédiatement réprimandé avec force.

La dissidence du groupe « Manifesto », en 1969, apporta une réplique intelligente dans une perspective purement révolutionnaire. (Malgré un début d'implantation dans les universités et les entreprises du Nord, l'électorat n'a pas suivi.) Le scrutin du 7 mai n'a pas ébranlé le lourd édifice monolithique de l'appareil du Parti, rompu à toutes les ficelles politiques et démagogiques. A l'instar du P.C.F., le P.C.I. guette une éventuelle bipolarisation de la vie politique afin de prendre la tête d'un « Bloc des Gauches ». Il faudrait pour cela que la D.C. s'allie avec l'extrême-droite à la suite d'un verdict électoral.

En face, vouée aux brocards et aux infamies, symbole de toute la pourriture et de l'absence de pouvoirs, éternel bouc-émissaire dans la mesure où elle tient les rênes gouvernementales depuis un quart de siècle : la Démocratie Chrétienne. Elle s'est également définie comme un Parti d'Ordre

(« non au communisme, non au fascisme »). Les prévisions initiales (37,5 %) ont été légèrement dépassées (38,8 %). La D.C. n'a jamais été épargnée par les dissensions. Il suffit, pour comprendre, de citer deux hommes aux antipodes l'un de l'autre : Donat Cattin, sur la gauche, et Andreotti que l'on dit « ne pas être antifasciste ». Une coalition de centre-gauche (animateur : Aldo Moro) risque d'être construite, coalition illusoire et fragile par excellence. La D.C. est bien partie pour un nouveau tour de voltige parlementaire. Les dosages de majorité sont les clichés les plus palpitants de cette Italie ingouvernable.

« UNIQUE CERTITUDE, ULTIME ESPÉRANCE »

Et puis nous découvrièmes la « Droite Nationale » (coalition M.S.I. et P.D.I.U.M. monarchiste) et ses meetings spectaculaires. Cet assemblage hétéroclite ne doit pas tromper. Qu'y a-t-il de commun, en effet, entre les vieilles familles monarchistes traditionnelles, les rescapés et les nostalgiques « révolutionnaires » de la République Sociale de Salò, les petits et moyens propriétaires fonciers de Mezzogiorno effrayés par le spectre de la réforme agraire, les artisans en colère et le « lumpenprolétariat » napolitain qui recevait autrefois les prébendes du riche armateur monarchiste Lauro ? Rien, sinon un mécontentement sans racine politique profonde.

Le bilan des élections est très lourd pour les autres formations : les Socialistes, divisés en quatre tendances, inefficaces et frigidés, balancent entre le « oui » au P.C. ou à la D.C. ; le Parti Social Italien d'Unité Prolétarienne (P.S.I.U.P.), satellite du P.C., perd ses 23 députés ; les sociaux-démocrates du P.S.D.I. de G. Saragat, paralysés au centre, se reconvertissent dans la futurologie ; le P.S.U., né de la fusion du P.S.I. et du P.S.D.I., s'est écroulé comme château de cartes en 1969 et n'a jamais été reconstitué faute d'entente. Le minuscule Parti Républicain, « conscience de la République et Cassandre du Système », progresse de 50 %... ce qui lui permet d'avoir 14 députés sur 630, tandis que le Parti Libéral, au centre-droit, perd la moitié de ses sièges au Sénat et perd l'espoir de jouer un rôle arbitral dans la vie politique. Quant à la Droite Nationale, elle gagne 25 sièges à la Chambre où elle continuera à ne jouer aucun rôle véritable en l'absence du « raz de marée » électoral, prédit par son chef Ammirante.

On ne connaît pas encore, à l'heure actuelle, la forme définitive de la première coalition de la sixième législature. Douter de son efficacité serait antidémocratique.

Une nouvelle « opération Antartide » (cf. affaire Borghese en mars 1971) ou un coup de force à la grecque ne sont pas concevables à court terme, dans la mesure où aucun personnage civil ou militaire ne veut se risquer à porter le poids d'une guerre civile.

Loin de clarifier la situation, les élections législatives n'ont fait qu'accentuer les tares d'une démocratie moribonde.

Philippe VERGNE.